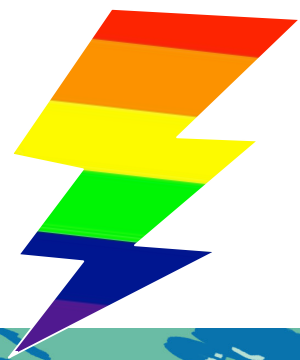


Marches des fiertés 2022 : dans l'Éducation nationale comme ailleurs, mobilisation



→ Face à la montée des discours réactionnaires et LGBTQIphobes,

→ Face à la multiplication des violences tant en France qu'à l'étranger à l'encontre des minorités,

→ Face aux politiques libérales qui accroissent la vulnérabilité de celles et ceux qui subissent déjà quotidiennement les oppressions,

Repolitisons les Marches des Fiertés, retrouvons l'esprit combatif et revendicatif de Stonewall !

éducation
SUD
Union
syndicale
Solidaires

Mobilisons-nous pour l'émancipation et l'épanouissement de toutes et tous !

REPRENONS L'OFFENSIVE !



Dans l'Éducation nationale et dans le supérieur

Les LGBTQIphobies sont bien présentes dans les écoles et les établissements scolaires. Si les élèves en sont les premières victimes, cette question concerne aussi les personnels qui peuvent être victimes de ces actes LGBTQIphobes. L'éducation nationale est un lieu parmi d'autres d'expressions des discriminations et notamment des LGBTQI-phobies : injures, harcèlements, mépris affiché, « outings » forcés. L'oppression hétérosexiste et les discriminations qui y sont liées ne s'arrêtent pas à la porte de nos lieux de travail.

Depuis plusieurs années, les forces réactionnaires oeuvrent et défendent un modèle de société rétrograde, sexiste et LGBTQI-phobe, qui nie l'égalité entre toutes et la pluralité des identités. Après la Floride en mars 2022 qui entérine la loi "Don't say gay" interdisant d'enseigner des sujets en lien avec l'orienta-

tion sexuelle ou l'identité de genre à l'école primaire pour "ne pas endoctriner les enfants", en avril 2022, Emmanuel Macron prend position contre le fait d'aborder les questions d'orientation sexuelle et d'identité de genre à l'école primaire et se questionne sur le collège. Blanquer utilise le terme "wokisme" comme une accusation réactionnaire à l'égard de personnels de l'éducation, d'associations et de militant-es... qui se battent contre les discriminations racistes, sexistes et LGBTQIphobes. Des personnels se retrouvent accusés de faire de la propagande.

SUD éducation est au côté des personnels LGBTI de l'Éducation nationale, pour lutter contre toutes les formes de discrimination LGBTQI-phobe et hétérosexiste, et appelle à participer aux Marches des Fiertés, contre la haine, pour les droits LGBTQI et l'épanouissement de toutes !

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires

Dans la société

La Marche des Fiertés, c'est l'occasion de pointer encore et toujours les discriminations qui pèsent sur les LGBTQI, et réclamer l'égalité de droit. Violences verbales et physiques, discrimination à l'emploi ou au logement, inégalité de droits en termes de filiation (et ce, même après l'obtention de la PMA en France pour les femmes célibataires et les lesbiennes, excluant encore les personnes trans), passage devant un juge pour la procédure de changement d'état civil pour les trans, mutilation des enfants intersexes... La liste est longue, et non exhaustive.

La Marche des Fiertés, c'est aussi l'occasion d'affirmer que nos luttes sont solidaires et intersectionnelles, de refuser qu'elles soient instrumentalisées pour servir des argumentaires nationalistes et xénophobes et dresser les minorités opprimées les unes contre les autres. Sexisme et LGBTQIphobies traversent toute la société, et pas un groupe social en particulier. Il n'y a pas de place pour l'homonationalisme dans nos fiertés !

C'est par la mobilisation de toutes les forces soucieuses d'émancipation et de progrès social, que l'égalité entre toutes pourra être gagnée. Car être visible et défendre ses droits, c'est politique !

Montrons notre solidarité à l'occasion des Marches des Fiertés !

SUD éducation appelle à se mobiliser durant les Marches des Fiertés LGBTQI qui vont se dérouler de mai à la rentrée 2022.

Pour lutter contre les LGBTQIphobies à l'école, du primaire à l'université, SUD éducation revendique :

- La ré-intégration du concept de genre dans des programmes élaborés par la communauté éducative, dans les enseignements et dans les projets.
- L'effectivité des séances d'éducation à la vie sexuelle et prévues dans les textes officiels et la prise en compte dans ces séances d'une perspective non hétérocentrée, qui mettent sur un pied d'égalité toutes les orientations sexuelles et toutes les identités de genre.
- La mise en place de dispositifs permettant aux élèves de réfléchir aux discriminations et de déconstruire les stéréotypes.
- Le respect du prénom et du pronom d'usage pour les élèves et personnels trans.
- Une formation initiale et continue sur les problématiques de genre pour toutes les autres catégories de personnel.
- L'obligation pour l'administration de soutenir, aider et défendre tous les membres de la communauté éducative qui, du fait de leur identité de genre, subiraient diverses formes de brimades, de harcèlement ou de discriminations, (élèves, administration, collègues, parents). L'administration doit accompagner ces membres dans leurs démarches, y compris dans le cadre d'un changement de genre et/ou d'identité, en veillant à leur assurer un environnement sécurisé pour qu'ils puissent effectuer leur parcours sans être mis en danger dans leur milieu éducatif et professionnel.

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires

L'héritage de Stonewall

Les Marches des Fiertés partout dans le monde trouvent leur origine dans la mobilisation spontanée et combative des gays, lesbiennes, bisexuel·le·s et trans suite à un raid de la police au Stonewall Inn, un bar américain de New York, dans la nuit du 28 juin 1969. Habituellement fréquenté par les LGBT de la ville, le bar subit fréquemment des descentes de police, mais cette fois-ci les choses tournent autrement. Les client·es du bar s'opposent aux forces de l'ordre jusqu'au lendemain matin. Cet évènement débouche sur plusieurs jours d'émeutes à Greenwich Village. L'année suivante, le 28 juillet 1970, la ville de New York autorise 2 000 manifestant·es à défiler pour la Christopher Street Liberation Day Parade, célébrée chaque année par les Pride du monde entier. Le parc situé près du Stonewall Inn présente deux statues. Gay Liberation, statue de deux hommes et deux femmes peintes en blanc, commandée en 1980 et installée en 1992, a été critiquée pour s'être concentrée sur les personnes cisgenres blanches et pour avoir laissé de côté les personnes trans et les personnes racisées qui faisaient partie des émeutes de Stonewall. En 2021, des militant·es installent un buste de Marsha P. Johnson. Il s'agit d'une initiative d'activistes qui entendent protester contre la lenteur et les retards dans la réalisation du monument rendant hommage à deux femmes trans, Johnson et Rivera, annoncé par le maire de la ville en 2019. Johnson était une militante trans bien connue des communau-

tés LGBT et VIH/SIDA de New York, activiste dont les contributions au changement social ont persisté longtemps après la fin des émeutes de Stonewall. Elle et Sylvia Rivera ont fondé Street Transvestite Action Revolutionaries pour fournir des ressources, des soins et un plaidoyer pour les jeunes LGBT sans-abri. Les deux sont reconnues pour avoir encouragé le développement d'une communauté trans, distincte de la communauté LGB dans son ensemble, avec une attention particulière aux problèmes intersectionnels comme la justice raciale, l'itinérance et la réforme de la justice pénale. La lutte de Stonewall en 1969 a été précédée par d'autres émeutes et luttes : sans marquer un point de départ, celle de Stonewall marque un tournant dans l'émergence, à une large échelle, du militantisme pour les droits des LGBTQI.

Aujourd'hui, la Marche des Fiertés doit retrouver pleinement sa dimension politique combattante, porter avec exigence et force les revendications LGBTQI, lutter sans concession contre les LGBTIphobies et celles et ceux qui les encouragent par leur complaisance.

éducation
Sud
Union
syndicale
Solidaires